



# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Α Θ Η Ν Α  
30 ΜΑΪΟΥ 1974

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ  
78

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1444

*Κύρωση των Ευρωπαϊκών Συμβάσεων α) «για την προστασία των ζώων στις εκτροφές» και β) «για την προστασία των προς σφαγή ζώων».*

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ  
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν και εκδίδομεν τον κατωτέρω υπό της Βουλής ψηφισθέντα νόμον.

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνονται και έχουν την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος οι Ευρωπαϊκές Συμβάσεις α) «για την προστασία των ζώων στις εκτροφές» και β) «για την προστασία των προς σφαγή ζώων», οι οποίες καταρτίσθηκαν από το Συμβούλιο της Ευρώπης και υπογράφηκαν από την Ελλάδα στο Στρασβούργο στις 10 Μαρτίου 1976 και στις 10 Μαΐου 1979, αντίστοιχα, κα. των οποίων τα κείμενα, σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφρασή τους στην ελληνική, έχουν ως εξής:

COUNCIL  
OF EUROPE

European Treaty Series  
No. 87

CONSEIL  
DE L'EUROPE

Série des Traités européennes  
No. 87

EUROPEAN CONVENTION  
FOR THE PROTECTION OF ANIMALS  
KEPT FOR FARMING PURPOSES

CONVENTION EUROPÉENNE  
SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX  
DANS LES ÉLEVAGES

STRASBOURG, 10.III.1976

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant qu'il est souhaitable d'adopter des dispositions communes pour protéger les animaux dans les élevages, en particulier dans les systèmes modernes d'élevage intensif,

Sont convenus de ce qui suit :

TITRE I

*Principes généraux*

Article 1

La présente Convention s'applique à l'alimentation, aux soins et au logement des animaux, en particulier dans les systèmes modernes d'élevage intensif. Au sens de la présente Convention, on entend par « animaux » ceux qui sont élevés ou gardés pour la production de denrées alimentaires, de laine, de peaux, de fourrures ou à d'autres fins agricoles et par « systèmes modernes d'élevage intensif » ceux qui utilisent surtout des installations techniques exploitées principalement à l'aide de dispositifs automatiques.

Article 2

Chaque Partie Contractante donne effet aux principes de protection des animaux fixés dans la présente Convention aux articles 3 à 7

Article 3

Tout animal doit bénéficier d'un logement, d'une alimentation et des soins qui — compte tenu de son espèce, de son degré de développement, d'adaptation et de domestication — sont appropriés à ses besoins physiologiques et éthologiques, conformément à l'expérience acquise et aux connaissances scientifiques.

Article 4

1. La liberté de mouvement propre à l'animal, compte tenu de son espèce et conformément à l'expérience acquise et aux connaissances scientifiques, ne doit pas être entravée de manière à lui causer des souffrances ou des dommages inutiles.

2. Lorsqu'un animal est continuellement ou habituellement attaché, enchaîné ou maintenu, il doit lui être laissé un espace approprié à ses besoins physiologiques et éthologiques, conformément à l'expérience acquise et aux connaissances scientifiques.

Article 5

L'éclairage, la température, le degré d'humidité, la circulation d'air, l'aération du logement de l'animal et les autres conditions ambiantes telles que la concentration des gaz ou l'intensité du bruit, doivent — compte tenu de son espèce, de son degré de développement, d'adaptation et de domestication — être appropriés à ses besoins physiologiques et éthologiques, conformément à l'expérience acquise et aux connaissances scientifiques.

Article 6

Aucun animal ne doit être alimenté de telle sorte qu'il en résulte des souffrances ou des dommages inutiles et son alimentation ne doit pas contenir de substances qui puissent lui causer des souffrances ou des dommages inutiles.

## Article 7

1. La condition et l'état de santé de l'animal doivent faire l'objet d'une inspection approfondie à des intervalles suffisants pour éviter des souffrances inutiles, soit au moins une fois par jour dans le cas d'animaux gardés dans des systèmes modernes d'élevage intensif.

2. Les installations techniques dans les systèmes modernes d'élevage intensif doivent faire l'objet, au moins une fois par jour, d'une inspection approfondie et tout défaut constaté doit être éliminé dans les délais les plus courts. Lorsqu'un défaut ne peut être éliminé sur le champ, toutes les mesures temporaires nécessaires pour préserver le bien-être des animaux doivent être prises immédiatement.

## TITRE II

*Dispositions détaillées pour la mise en œuvre*

## Article 8.

1. Il est constitué, dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un Comité Permanent.

2. Toute Partie Contractante a le droit de désigner un représentant au Comité Permanent. Tout Etat membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Partie Contractante à la Convention a le droit de se faire représenter au Comité par un observateur.

3. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe convoque le Comité Permanent chaque fois qu'il l'estime nécessaire et, en tout cas, si la majorité des représentants des Parties Contractantes ou le représentant de la Communauté Economique Européenne, elle-même Partie Contractante, en formulent la demande.

4. La majorité des représentants des Parties Contractantes constitue le quorum nécessaire pour tenir une réunion du Comité Permanent.

5. Le Comité Permanent prend ses décisions à la majorité des voix exprimées ; toutefois, l'unanimité des voix exprimées est exigée pour :

a. l'adoption des recommandations visées au paragraphe 1 de l'article 9 ;

b. la décision d'admettre des observateurs autres que ceux visés au paragraphe 2 du présent article ;

c. l'adoption du rapport visé à l'article 13, rapport qui, le cas échéant, fait état des opinions divergentes.

6. Sous réserve des dispositions de la présente Convention, le Comité Permanent établit son règlement intérieur.

## Article 9

1. Le Comité Permanent est chargé d'élaborer et d'adopter des recommandations aux Parties Contractantes contenant des dispositions détaillées en vue de l'application des principes énoncés au Titre I de la présente Convention ; ces dispositions doivent se fonder sur les connaissances scientifiques concernant les différentes espèces.

2. Aux fins de l'accomplissement de ses tâches telles que visées au paragraphe 1 du présent article, le Comité Permanent suit l'évolution de la recherche scientifique et des nouvelles méthodes en matière d'élevage.

3. Sauf si un délai plus long est fixé par le Comité Permanent, toute recommandation prend effet en tant que telle six mois après la date de son adoption par le Comité. A partir de la date à laquelle une recommandation prend effet, toute Partie Contractante doit, soit la mettre en

œuvre, soit informer le Comité Permanent par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe des raisons pour lesquelles elle a décidé qu'elle n'est pas ou n'est plus en mesure de la mettre en œuvre.

4. Si deux ou plusieurs Parties Contractantes ou la Communauté Economique Européenne, elle-même Partie Contractante, ont notifié conformément au paragraphe 3 du présent article, leur décision de ne pas mettre ou de ne plus mettre en œuvre une recommandation, cette recommandation cesse d'avoir effet.

#### Article 10

Le Comité Permanent facilite autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté qui peut surgir entre Parties Contractantes concernant l'application de la présente Convention.

#### Article 11

Le Comité Permanent peut, à la demande d'une Partie Contractante, exprimer un avis consultatif sur toute question relative à la protection des animaux.

#### Article 12

En vue d'assister le Comité Permanent dans ses travaux, toute Partie Contractante peut désigner un ou plusieurs organes auxquels ce Comité peut demander des informations et des conseils. Les Parties Contractantes communiquent au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe le nom et l'adresse desdits organes.

#### Article 13

Le Comité Permanent soumet au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, à l'expiration de la troisième année après l'entrée en vigueur de la présente Convention et à l'expiration de chaque période ultérieure de trois ans un rapport sur ses travaux et sur le fonctionnement de la Convention, en y incluant s'il l'estime nécessaire des propositions visant à amender la Convention.

### TITRE III

#### *Dispositions finales*

#### Article 14

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'à celle de la Communauté Economique Européenne. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt du quatrième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation d'un Etat membre du Conseil de l'Europe.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de toute Partie signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera après la date visée au paragraphe 2 du présent article, six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

#### Article 15

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter, selon les modalités qu'il jugera opportunes, tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet six mois après la date de son dépôt.

#### Article 16

1. Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
2. Toute Partie Contractante peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée, au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont elle assure les relations internationales ou pour lequel elle est habilitée à stipuler.
3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 17 de la présente Convention.

#### Article 17

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

#### Article 18

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à toute Partie Contractante non membre du Conseil :

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 14 et 15 ;
- d. toute recommandation visée au paragraphe 1 de l'article 9 et la date à laquelle elle prendra effet ;
- e. toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 9 ;
- f. toute communication reçue en application des dispositions de l'article 12 ;
- g. toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 16 ;
- h. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 17 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

In witness whereof, the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, this 10th day of March 1976, in English and in French, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each of the signatory and acceding Parties.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 10 mars 1976, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacune des Parties signataires et adhérentes.

For the Government  
of the Republic of Austria :

Pour le Gouvernement  
de la République d'Autriche :

For the Government  
of the Kingdom of Denmark :

Pour le Gouvernement  
du Royaume de Danemark :  
P. von der HUDE

For the Government  
of the Kingdom of Belgium :

Pour le Gouvernement  
du Royaume de Belgique :

For the Government  
of the French Republic :

Pour le Gouvernement  
de la République française :

For the Government  
of the Republic of Cyprus :

Pour le Gouvernement  
de la République de Chypre :

For the Government  
of the Federal Republic of Germany :

Pour le Gouvernement  
de la République Fédérale d'Allemagne :

For the Government  
of the Hellenic Republic :

Pour le Gouvernement  
de la République hellénique :

For the Government  
of Malta :

Pour le Gouvernement  
de Malte :

For the Government  
of the Icelandic Republic :

Pour le Gouvernement  
de la République islandaise :

For the Government  
of the Kingdom of the Netherlands :

Pour le Gouvernement  
du Royaume des Pays-Bas

For the Government  
of Ireland

Pour le Gouvernement  
d'Irlande :

For the Government  
of the Kingdom of Norway .

Pour le Gouvernement  
du Royaume de Norvège :

For the Government  
of the Italian Republic :

Pour le Gouvernement  
de la République italienne :

For the Government  
of the Kingdom of Sweden :

Pour le Gouvernement  
du Royaume de Suède :

For the Government of the  
Grand Duchy of Luxembourg :

Pour le Gouvernement du  
Grand-Duché de Luxembourg :

For the Government  
of the Swiss Confederation :

Pour le Gouvernement  
de la Confédération suisse :

For the Government  
of the Turkish Republic :

Pour le Gouvernement  
de la République turque :

For the Government  
of the United Kingdom of Great Britain  
and Northern Ireland :

Pour le Gouvernement  
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne  
et d'Irlande du Nord :

Peter FOSTER

For the European  
Economic Community :

Pour la Communauté  
Economique Européenne :



## ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ

Ευρωπαϊκή Σύμβαση 'Αρ. 87

## ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ

Περὶ προστασίας τῶν ζώων εἰς τὰς ἐκτροφάς.

Τὰ Κράτη - Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ποὺ ὑπογράφουν τὴ Σύμβαση αὐτὴ, θεωρώντας ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸ νὰ υἱοθετηθοῦν κοινὲς διατάξεις γιὰ νὰ προστατεύονται τὰ ζῶα στὶς ἐκτροφὲς καὶ εἰδικότερα σὲ ἐκτροφὲς σύγχρονων συστημάτων ἐντατικῆς ἐκτροφῆς, συμφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ I

Γενικὲς 'Αρχές.

'Αρθρο 1.

'Η Σύμβαση αὐτὴ ἔχει ἐφαρμογὴ στὴ διατροφή, τὶς περικοπὲς καὶ τὸ κατάλυμα τῶν ζώων, εἰδικότερα δὲ στὰ σύγχρονα συστήματα ἐντατικῆς ἐκτροφῆς. Κατὰ τὴν ἔννοια τῆς Σύμβασης αὐτῆς μὲ τὸν ὅρο «ζῶα» ἐννοοῦνται ζῶα ποὺ ἐκτρέφονται ἢ συντηροῦνται γιὰ τὴν παραγωγὴ εἰδῶν διατροφῆς, ἐρίου, δερμάτων ἢ γουναρικῶν ἢ γιὰ ἄλλους γεωργικοὺς σκοποὺς καὶ μὲ τὸν ὅρο «σύγχρονα συστήματα ἐντατικῆς ἐκτροφῆς» ἐννοοῦνται συστήματα τὰ ὁποῖα κατὰ κύριο λόγο χρησιμοποιοῦν προπαντὸς τεχνικὲς ἐγκαταστάσεις ποὺ λειτουργοῦν μὲ τὴ βοήθεια αὐτόματων μηχανικῶν συστημάτων.

'Αρθρο 2.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θέτει σὲ ἰσχὺ τὶς ἀρχὲς προστασίας τῶν ζώων ποὺ ὀρίζονται στὰ ἄρθρα 3 - 7 τῆς Σύμβασης αὐτῆς.

'Αρθρο 3.

Κάθε ζῶο δικαιούται ἓνα κατάλυμα, μίαν διατροφή καὶ φροντίδες οἱ ὁποῖες, ἐὰν λάβουμε ὑπόψιν τὸ εἶδος, τὸ βαθμὸ ἀνάπτυξης, προσαρμογῆς καὶ ἐξημέρωσης αὐτοῦ εἶναι οἱ κατάλληλες γιὰ τὶς φυσιολογικὲς καὶ ἡθολογικὲς ἀνάγκες τοῦ σύμφωνα μὲ τὴν πείρα ποὺ ἔχει ἀποκτηθεῖ καὶ τὶς ἐπιστημονικὲς γνώσεις.

'Αρθρο 4.

1. 'Η φυσικὴ ἐλευθερία κίνησης ἐνὸς ζώου, ἐὰν λάβουμε ὑπόψιν τὸ ζωολογικὸ εἶδος αὐτοῦ καὶ σύμφωνα μὲ τὴν ἀναγνωρισμένη πείρα καὶ τὶς ἐπιστημονικὲς γνώσεις, δὲν θὰ περιορίζεται κατὰ τέτοιο τρόπο ὥστε νὰ προκαλεῖται σὲ αὐτὸ ὄχι ἀναγκαῖος πόνος ἢ κόπωση.

2. 'Όσες φορὲς ἓνα ζῶο μένει δεμένο συνεχῆς ἢ ἀπὸ συνήθεια δεμένο μὲ ἀλυσίδες ἢ περιορισμένο, πρέπει νὰ παρέχεται σὲ αὐτὸ χώρος κατάλληλος γιὰ τὶς φυσιολογικὲς καὶ ἡθολογικὲς ἀνάγκες τοῦ, σύμφωνα μὲ τὴν πείρα ποὺ ἔχει ἀποκτηθεῖ καὶ τὶς ἐπιστημονικὲς γνώσεις.

'Αρθρο 5.

'Ο φωτισμὸς, ἡ θερμοκρασία, ὁ βαθμὸς, ἡ ὑγρασία, ἡ κυκλοφορία τοῦ ἀέρα, ὁ ἐξαερισμὸς τοῦ καταλύματος τοῦ ζώου καὶ οἱ λοιπὲς συνθῆκες τοῦ περιβάλλοντος ὅπως ἡ πυκνότητα ἀερίων ἢ τὸ ἔντονο τῶν θορύβων (στὸν τόπο ὅπου ἓνα ζῶο στεγάζεται) ὀφείλουν ἐὰν ληφθεῖ ὑπόψιν τὸ ζωολογικὸ εἶδος, ὁ βαθμὸς ἀνάπτυξης, προσαρμογῆς καὶ ἐξημέρωσής του νὰ προσαρμόζονται μὲ τὶς φυσιολογικὲς καὶ ἡθολογικὲς ἀνάγκες τοῦ σύμφωνα μὲ τὴν πείρα ποὺ ἔχει ἀποκτηθεῖ καὶ τὶς ἐπιστημονικὲς γνώσεις.

'Αρθρο 6.

Κανένα ζῶο θὰ διατρέφεται κατὰ τρόπο, ποὺ νὰ προκαλοῦνται πόνος ἢ ἀσκοπες κακώσεις καὶ ἡ τροφή δὲν θὰ περιέχει ὅποιαδήποτε οὐσία, ποὺ ἐνδέχεται νὰ προκαλέσει πόνους ἢ ἀσκοπες κακώσεις.

'Αρθρο 7.

1. 'Η φυσικὴ κατάσταση καὶ ἡ ὑγεία τῶν ζώων θὰ ἐλέγχονται προσεκτικὰ σὲ κατάλληλα διαστήματα ὥστε νὰ ἀποφεύγονται οἱ ἀσκοποι πόνος καὶ προκαίμενοι γιὰ ζῶα ποὺ συντηροῦνται μὲ σύγχρονα ἐντατικὰ κτηνοτροφικὰ συστήματα τουλάχιστο μιά φορά τὴν ἡμέρα.

2. 'Ο τεχνικὸς ἐξοπλισμὸς ποὺ χρησιμοποιεῖται ἀπὸ σύγχρονα ἐντατικὰ κτηνοτροφικὰ συστήματα θὰ ἐπιθεωρεῖται προσεκτικὰ τουλάχιστο μιά φορά τὴν ἡμέρα καὶ ὅποιαδήποτε βλάβη ποὺ ἀνακαλύπτεται θὰ ἀποκαθίσταται μὲ τὴ μικρότερη δυνατὴ καθυστέρηση. 'Όσες φορὲς κάποια βλάβη δὲν μπορεῖ νὰ ἀποκατασταθεῖ ἀμέσως, ὅλα τὰ προσωρινὰ μέτρα τὰ ἀπαραίτητα γιὰ τὴν προστασία τῆς ἀντιζωῆς τῶν ζώων πρέπει νὰ λαμβάνονται ἀμέσως.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ II

Λεπτομερεῖς διατάξεις ἐφαρμογῆς.

'Αρθρο 8.

1 Μέσα σὲ ἓνα ἔτος ἀπὸ τὴ θέσθ σὲ ἰσχὺ τῆς Σύμβασης αὐτῆς θὰ συσταθεῖ Μόνιμη 'Επιτροπὴ.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θὰ ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ διορίσει ἓναν ἀντιπρόσωπο στὴ Μόνιμη 'Επιτροπὴ.

'Όποιοδήποτε Κράτος μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ποὺ δὲν εἶναι Συμβαλλόμενο Μέρος τῆς Σύμβασης θὰ ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἀντιπροσωπεύεται στὴν 'Επιτροπὴ ἀπὸ ἓναν παρατηρητὴ.

3. 'Ο Γενικὸς Γραμματεὺς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης συγκαλεῖ τὴ Μόνιμη 'Επιτροπὴ ὅσες φορὲς τὸ θεωρεῖ ἀπαραίτητο καὶ σὲ κάθε περίπτωσι, ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἢ ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος ποὺ εἶναι Συμβαλλόμενο Μέρος διατυπώσῃ σχετικὴ αἴτηση.

4. 'Η πλειοψηφία τῶν ἀντιπροσώπων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀποτελεῖ τὴν ἀναγκαῖα ἀπαρτία γιὰ τὴ διεξαγωγὴ συνεδρίασης τῆς Μόνιμης 'Επιτροπῆς.

5. 'Η Μόνιμη 'Επιτροπὴ θὰ παίρνει τὶς ἀποφάσεις της μὲ πλειοψηφία αὐτῶν ποὺ πῆραν μέρος στὴν ψηφοφορία, ἀπαιτεῖται ὁμῶς παμψηφία γιὰ :

α) Τὴν υἱοθέτηση τῶν συστάσεων ποὺ περιέχονται στὴν παράγραφο 1 τοῦ ἀρθροῦ 9.

β) τὴν ἀπόφαση νὰ γίνουν δεκτοὶ παρατηρητὲς ἐκτὸς ἀπὸ ἐκείνους ποὺ ἀναφέρονται στὴν παράγραφο 2 τοῦ ἀρθροῦ αὐτοῦ.

γ) τὴν υἱοθέτηση τῆς 'Εκθεσης ποὺ ἀναφέρεται στὸ ἀρθρο 13, ἢ ὅποια, ἐὰν τύχει περίστασις, περιλαμβάνει τὶς διεστάμενες ἀπόψεις.

5. Μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν διατάξεων τῆς Σύμβασης αὐτῆς, ἡ Μόνιμη 'Επιτροπὴ θὰ συντάξῃ τὸν 'Εσωτερικὸ Κανονισμὸ τῆς.

'Αρθρο 9.

1. 'Η Μόνιμη 'Επιτροπὴ ἐπιφορτίζεται μὲ τὴν ἐκπόνηση καὶ υἱοθέτηση τῶν συστάσεων πρὸς τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, οἱ ὁποῖες περιέχουν λεπτομερεῖς διατάξεις γιὰ τὴν ἐφαρμογὴ τῶν ἀρχῶν ποὺ περιέχονται στὸ Κεφάλαιο I τῆς Σύμβασης αὐτῆς. Οἱ διατάξεις αὐτὲς πρέπει νὰ βασίζονται σὲ ἐπιστημονικὲς γνώσεις ποὺ ἀφοροῦν τὰ διάφορα εἶδη ζώων.

2. Γιὰ τὸ σκοπὸ τῆς ἐκπλήρωσης τῶν ὑποχρεώσεων τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἀρθροῦ αὐτοῦ, ἡ Μόνιμη 'Επιτροπὴ ὀφείλει νὰ ἀκολουθεῖ τὶς ἐξελίξεις τῶν ἐπιστημονικῶν ἐρευνῶν καὶ νέες μεθόδους στὸν τομέα τῆς κτηνοτροφίας.

3. 'Εκτὸς ἐὰν μεγαλύτερη περίοδος ἀποφασισθεῖ ἀπὸ τὴ Μόνιμη 'Επιτροπὴ, μίαν Σύστασις θὰ θέτεται σὲ ἰσχὺ σὰν τέτοια ἐξὶ μῆνες ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία τῆς υἱοθέτησής της ἀπὸ τὴν 'Επιτροπὴ.

'Απὸ τὴν ἡμερομηνία ποὺ μίαν Σύστασις τεθεῖ σὲ ἰσχὺ, κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος ὀφείλει εἶτε νὰ τὴν πραγματοποιήσει εἶτε νὰ ἐνημερώσῃ τὴ Μόνιμη 'Επιτροπὴ μὲ γνωμοποίηση πρὸς τὸ Γενικὸ Γραμματεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς

Ευρώπης, για τους λόγους για τους οποίους αποφάσισε ότι δεν είναι σε θέση ή δεν είναι πλέον σε θέση να εφαρμόσει τη Σύσταση.

4. Εάν δύο ή περισσότερα Συμβαλλόμενα Μέρη ή η Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα που είναι Συμβαλλόμενο Μέρος, γνωστοποιήσουν, σύμφωνα με την παράγραφο 3 του άρθρου αυτού την απόφασή τους να μην εφαρμόσουν ή να μην εφαρμόζουν πια μία σύσταση, ή σύσταση αυτή παύει να έχει ισχύ.

#### Άρθρο 10.

Η Μόνιμη Έπιτροπή θα κάνει χρήση των καλλίτερων προσπαθειών της για να διευκολύνει φιλική διευθέτηση οποιασδήποτε δυσκολίας που μπορεί να προκύψει μεταξύ των Συμβαλλόμενων Μερών αναφορικά με την εφαρμογή της Σύμβασης αυτής.

#### Άρθρο 11.

Η Μόνιμη Έπιτροπή μπορεί να διατυπώσει συμβουλευτική γνώμη επί οποιουδήποτε ζητήματος που αφορά την προστασία των ζώων, με αίτηση ενός από τα Συμβαλλόμενα Μέρη.

#### Άρθρο 12.

Με σκοπό τη συνδρομή της Μόνιμης Έπιτροπής στο έργο της,

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να υποδείξει ένα ή περισσότερα όργανα, από τα οποία ή Μόνιμη Έπιτροπή μπορεί να ζητά πληροφορίες και συμβουλές. Τα Συμβαλλόμενα Μέρη ανακοινώνουν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης την ονομασία και διεύθυνση των οργάνων αυτών.

#### Άρθρο 13.

Η Μόνιμη Έπιτροπή υποβάλλει στην Έπιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης, στο τέλος του τρίτου έτους από τη θέση σε ισχύ της Σύμβασης αυτής και στο τέλος κάθε μεταγενέστερης περιόδου τριών ετών, έκθεση για τις εργασίες της και τη λειτουργία της Σύμβασης που περιλαμβάνει, εάν θεωρήσει αυτό απαραίτητο, προτάσεις που αποβλέπουν στην τροποποίηση της Σύμβασης.

### ΚΕΦΑΛΑΙΟ ΙΙΙ

#### Τελικές Διατάξεις.

#### Άρθρο 14.

1. Η Σύμβαση είναι ανοικτή για υπογραφή από τα Κράτη - Μέλη του Συμβουλίου της Ευρώπης καθώς και από την Ευρωπαϊκή Οικονομική Κοινότητα. Αυτή θα υπόκειται σε επικύρωση, αποδοχή ή έγκριση. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η Σύμβαση αυτή θα τεθεί σε ισχύ έξι μήνες μετά την ημερομηνία της κατάθεσης του τέταρτου εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ενός Κράτους μέλους του Συμβουλίου της Ευρώπης.

3. Η Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ απέναντι κάθε Μέλους που υπογράφει, το οποίο θα την επικυρώσει, θα την αποδεχθεί ή θα την εγκρίνει μετά την ημερομηνία που αναφέρεται στην παράγραφο 2 του άρθρου αυτού, έξι μήνες μετά την ημερομηνία της κατάθεσης του εγγράφου του επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

#### Άρθρο 15.

1. Μετά τη θέση σε ισχύ της Σύμβασης αυτής, η Έπιτροπή των Υπουργών του Συμβουλίου της Ευρώπης θα μπορεί να καλέσει, με διαδικασία που θα κρίνει κατάλληλη, οποιοδήποτε Κράτος μη μέλος του Συμβουλίου να προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή.

2. Η προσχώρηση θα πραγματοποιηθεί με την κατάθεση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, ενός

εγγράφου προσχώρησης, που θα αρχίσει να ισχύει έξι μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσής του.

#### Άρθρο 16.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, κατά την υπογραφή ή κατά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, να καθορίσει την εδαφική περιοχή ή τις περιοχές στις οποίες θα ισχύσει η Σύμβαση αυτή.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί, κατά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης ή σε οποιαδήποτε μεταγενέστερη ημερομηνία, να επεκτείνει την εφαρμογή της Σύμβασης αυτής με δήλωση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης, σε οποιαδήποτε άλλη εδαφική περιοχή που ορίζεται στη δήλωση και της οποίας εξασφαλίζει τις διεθνείς σχέσεις και για την οποία αυτό είναι εξουσιοδοτημένο να αναλαμβάνει υποχρεώσεις.

3. Οποιαδήποτε δήλωση, που γίνεται σύμφωνα με την προηγούμενη παράγραφο, μπορεί να αποσυρθεί σε ό,τι αφορά οποιαδήποτε εδαφική περιοχή που αναφέρεται στη δήλωση αυτή σύμφωνα με τη διαδικασία που ορίζει το άρθρο 17 της Σύμβασης αυτής.

#### Άρθρο 17.

1. Οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορεί, σε ό,τι το αφορά, να καταγγείλει τη Σύμβαση αυτή απευθύνοντας γνωστοποίηση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρώπης.

2. Η καταγγελία θα ισχύει έξι μήνες μετά την ημερομηνία παραλαβής της γνωστοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

#### Άρθρο 18.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα γνωστοποιεί στα Κράτη μέλη του Συμβουλίου και σε οποιοδήποτε Συμβαλλόμενο Μέρος μη μέλος του Συμβουλίου :

α) οποιαδήποτε υπογραφή.

β) οποιαδήποτε κατάθεση εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

γ) οποιαδήποτε ημερομηνία θέσης σε ισχύ της Σύμβασης αυτής σύμφωνα προς τα άρθρα 14 και 15 αυτής.

δ) οποιαδήποτε Σύσταση του είδους που αναφέρεται στην παράγραφο 1 του άρθρου 9 και την ημερομηνία κατά την οποία αυτή θέτεται σε ισχύ.

ε) οποιαδήποτε γνωστοποίηση που έχει ληφθεί σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 3 του άρθρου 9.

στ) οποιαδήποτε κοινοποίηση που έχει ληφθεί σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 12.

ζ) οποιαδήποτε δήλωση που έχει ληφθεί σύμφωνα με τις διατάξεις των παραγράφων 2 και 3 του άρθρου 16.

η) οποιαδήποτε γνωστοποίηση που έχει ληφθεί σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 17 και την ημερομηνία κατά την οποία η καταγγελία θέτεται σε ισχύ.

Σε πίστωση των οποίων, οι υπογεγραμμένοι, έχοντας όπως πρέπει εξουσιοδοτηθεί για αυτό, υπογράψαμε τη Σύμβαση αυτή.

Έγινε στο Στρασβούργο σήμερα τη 10 Μαρτίου 1976, στην Αγγλική και στη Γαλλική και των δύο κειμένων θεωρουμένων αυθεντικών, σε ένα αντίτυπο που θα κατατεθεί στο Αρχείο του Συμβουλίου της Ευρώπης. Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Ευρώπης θα διαβιβάσει κυρωμένο αντίγραφο σε καθένα από τα Μέρη που υπογράφει και προσχωρεί στη Σύμβαση.

Για την Κυβέρνηση τῆς Δημοκρατίας τῆς Αὐστρίας.  
Για την Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου.  
Για την Κυβέρνηση τῆς Κυπριακῆς Δημοκρατίας.  
Για την Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας.

P. VON DER HUDE

Για την Κυβέρνηση τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας.  
Για την Κυβέρνηση τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς  
Γερμανίας.  
Για την Κυβέρνηση τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας.  
Για την Κυβέρνηση τῆς Ἰσλανδικῆς Δημοκρατίας.  
Για την Κυβέρνηση τῆς Ἱρλανδίας.  
Για την Κυβέρνηση τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας.

Για την Κυβέρνηση τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμ-  
βούργου.

Για την Κυβέρνηση τῆς Μάλτας.  
Για την Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν.  
Για την Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας.  
Για την Κυβέρνηση τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας.  
Για την Κυβέρνηση τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας.  
Για την Κυβέρνηση τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας.  
Για την Κυβέρνηση τοῦ Ἑνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγά-  
λης Βρετανίας καὶ τῆς Βόρειας Ἱρλανδίας.

PETER FOSTER

Για την Εὐρωπαϊκὴ Οἰκονομικὴ Κοινότητα.

COUNCIL  
OF EUROPECONSEIL  
DE L'EUROPEEUROPEAN CONVENTION  
FOR THE PROTECTION OF ANIMALS FOR  
SLAUGHTERCONVENTION EUROPÉENNE  
SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX  
D'ABATTAGESTRASBOURG  
Provisional Edition  
Edition provisoire

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la presente Convention,

Considérant qu'il est opportun d'assurer la protection des animaux destinés à l'abattage :

Considérant que les méthodes d'abattage épargnant aux animaux des souffrances et des douleurs dans la mesure du possible doivent être d'application uniforme dans leurs pays ;

Considérant que la crainte, l'angoisse, les douleurs et les souffrances d'un animal lors de l'abattage risquent d'influencer la qualité de la viande,

Sont convenus de ce qui suit :

## CHAPITRE I

*Principes généraux*

## Article I

1. La présente Convention s'applique à l'acheminement, à l'hébergement, à l'immobilisation, à l'étourdissement et à l'abattage des animaux domestiques appartenant aux espèces suivantes : solipèdes, ruminants, porcins, lapins et volailles.

2. Au sens de la présente Convention, on entend par :

*Abattoir* : Tout établissement ou installation sous contrôle sanitaire, conçu pour la réalisation des opérations professionnelles d'abattage d'animaux en vue d'obtenir des denrées destinées à la consommation publique ou de mise à mort d'animaux pour tout autre motif ;

*Acheminement* : Le fait de décharger ou de conduire un animal des quais de débarquement, ou des locaux de stabulation ou des parcs de l'abattoir jusqu'aux locaux ou emplacements d'abattage ;

*Hébergement* : Le fait de détenir un animal pour lui prodiguer les soins nécessaires avant son abattage (abreuvement, nourriture, repos) dans les locaux de stabulation, les parcs ou les emplacements couverts de l'abattoir ;

*Immobilisation* : L'application à un animal de tout procédé conforme aux dispositions de la présente Convention pour limiter ses mouvements en vue de faciliter l'étourdissement ou l'abattage ;

*Étourdissement* : Tout procédé conforme aux dispositions de la présente Convention qui, lorsqu'il est appliqué à un animal le plonge dans un état d'inconscience où il est maintenu jusqu'à l'intervention de la mort. Lors de l'étourdissement, il faut exclure en tout état de cause toute souffrance évitable aux animaux.

*Abattage* : Le fait de mettre à mort un animal après immobilisation, étourdissement et saignée sauf exceptions prévues au Chapitre III de la présente Convention.

## Article 2

1. Chaque Partie Contractante prend les mesures nécessaires afin d'assurer l'application effective des dispositions de la présente Convention.

2. Aucune disposition de la présente Convention ne portera atteinte à la faculté des Parties Contractantes d'adopter des règles plus strictes visant la protection des animaux.

3. Chaque Partie Contractante veille à ce que la conception, la construction et les aménagements des abattoirs ainsi que leur fonctionnement assurent les conditions appropriées prévues par la présente Convention afin d'éviter, dans toute la mesure du possible, de provoquer des excitations, des douleurs ou des souffrances aux animaux.

4. Chaque Partie Contractante veille à épargner aux animaux abattus dans les abattoirs ou hors de ceux-ci toute douleur ou souffrance évitable.

## CHAPITRE II

### *Livraison des animaux aux abattoirs et hébergement de ceux-ci jusqu'à leur abattage*

#### Article 3

1. Les animaux doivent être déchargés aussitôt que possible. Pendant les attentes dans les moyens de transport, ils doivent être à l'abri d'influences climatiques extrêmes et bénéficier d'une aération appropriée.

2. Le personnel commis à l'acheminement et à l'hébergement des animaux doit avoir les connaissances et capacités requises et respecter les exigences énoncées dans la présente Convention.

#### Section I

##### *Acheminement des animaux dans l'enceinte des abattoirs*

#### Article 4

1. Les animaux doivent être déchargés et acheminés avec ménagement.

2. Un équipement approprié tel que ponts, rampes ou passerelles doit être utilisé pour le déchargement des animaux. Cet équipement doit être pourvu d'un plancher non glissant et, si nécessaire, d'une protection latérale. Les ponts, rampes et passerelles doivent être aussi peu inclinés que possible.

3. Les animaux ne doivent être ni apeurés ni excités. Il faut en tout cas veiller à ce que les animaux ne soient pas versés et ne puissent pas tomber des ponts, rampes ou passerelles. Il est en particulier interdit de soulever les animaux par la tête, par les pattes ou par la queue d'une manière qui leur cause des douleurs ou des souffrances.

4. Si nécessaire, les animaux doivent être menés individuellement ; s'ils sont déplacés en empruntant des couloirs, ceux-ci doivent être conçus de façon que les animaux ne puissent pas se blesser.

#### Article 5

1. Les animaux doivent être déplacés en utilisant leur nature grégaire. Les instruments destinés à diriger les animaux ne doivent être utilisés qu'à cette fin et seulement pendant de courts moments. Il est notamment interdit de frapper les animaux sur des parties du corps particulièrement sensibles ou de les pousser en touchant de telles parties. Les appareils à décharge électrique ne peuvent être utilisés que pour les bovins et les porcins, à condition que les décharges ne durent pas plus de deux secondes, qu'elles soient suffisamment espacées et que les animaux disposent de l'espace nécessaire pour se déplacer ; les décharges ne doivent être appliquées que sur la musculature appropriée.

2. Il est interdit d'écraser, de tordre, voire de casser la queue des animaux ou de les saisir aux yeux. Les coups appliqués sans ménagement, notamment les coups de pied, sont interdits.

3. Les cages, paniers ou caissons contenant des animaux doivent être manipulés avec ménagement ; il est interdit de les lancer à terre ou de les renverser.

4. Les animaux livrés dans des cages, paniers ou caissons à fond perforé ou souple doivent être déchargés avec un soin particulier pour éviter que les extrémités des animaux ne soient blessées. Le cas échéant, les animaux doivent être déchargés individuellement.

#### Article 6

1. Les animaux ne doivent être acheminés vers les locaux d'abattage que si leur abattage peut y être pratiqué aussitôt.

2. Si les animaux ne sont pas abattus immédiatement après leur arrivée, ils doivent être hébergés.

#### Section II

##### *Hébergement des animaux*

#### Article 7

1. Les animaux doivent être gardés à l'abri des influences météorologiques ou climatiques défavorables. Les abattoirs doivent disposer d'installations suffisantes pour la stabulation ou le parage des animaux comportant une protection contre les intempéries.

2. Le sol des lieux de déchargement, de passage, de stationnement ou d'hébergement des animaux ne doit pas être glissant. Il doit pouvoir être nettoyé et désinfecté et permettre l'écoulement total des liquides.

3. Les abattoirs doivent disposer d'emplacements couverts comportant des dispositifs d'attache avec mangeoires et abreuvoirs.

4. Si des animaux sont obligés de passer la nuit à l'abattoir, ils doivent être hébergés et si nécessaire attachés, en leur ménageant la possibilité de se coucher.

5. Les animaux naturellement hostiles entre eux en raison de leur espèce, de leur sexe, de leur âge ou de leur origine doivent être séparés.

6. Si les animaux ont été transportés dans des cages, paniers ou caissons, ils doivent être abattus aussitôt que possible ; sinon ils doivent recevoir abreuvement et nourriture, conformément aux dispositions de l'article 8.

7. Si les animaux ont été soumis à des températures élevées par temps humide, il faut veiller à leur rafraîchissement.

8. Lorsque les conditions climatiques l'exigent (par exemple forte humidité, basses températures), les animaux doivent être mis en stabulation. Les étables doivent être aérées. Pendant l'affouragement, les étables doivent être suffisamment éclairées.

#### Section III

##### *Soins aux animaux*

#### Article 8

1. De l'eau doit être mise à la disposition des animaux, à moins qu'ils ne soient conduits dans les locaux d'abattage aussitôt que possible.

2. A l'exception de ceux qui seront abattus dans les douze heures qui suivent leur arrivée, les animaux doivent être modérément affouragés et abreuvés à intervalles appropriés.

3. Si les animaux ne sont pas à l'attache, ils doivent disposer de mangeoires leur permettant de s'alimenter sans perturbation.

#### Article 9

1. La condition et l'état de santé des animaux doivent faire l'objet d'une inspection au moins chaque matin et chaque soir.
2. Les animaux malades, affaiblis ou blessés doivent être immédiatement abattus. Si l'abattage immédiat n'est pas possible, ils doivent être séparés en vue d'être abattus.

#### Section IV

##### *Autres dispositions*

#### Article 10

Chaque Partie Contractante peut autoriser des dérogations aux dispositions du Chapitre II de la présente Convention pour ce qui concerne les rennes.

#### Article 11

Chaque Partie Contractante peut prévoir que les dispositions du Chapitre II de la présente Convention s'appliquent *mutatis mutandis* à la livraison et l'hébergement des animaux hors des abattoirs.

### CHAPITRE III

#### *Abattage des animaux*

#### Article 12

Les animaux doivent être immobilisés immédiatement avant leur abattage si cela s'avère nécessaire et, sauf exceptions prévues à l'article 17, étourdis selon les procédés appropriés.

#### Article 13

Dans le cas d'abattage rituel, l'immobilisation des animaux de l'espèce bovine avant abattage, avec un procédé mécanique ayant pour but d'éviter toutes douleurs, souffrances et excitations ainsi que toutes blessures ou contusions aux animaux est obligatoire.

#### Article 14

Il est interdit d'utiliser des moyens de contention causant des souffrances évitables, de lier les membres postérieurs des animaux ou de les suspendre avant l'étourdissement et, dans le cas d'abattage rituel, avant la fin de la saignée. Toutefois, l'interdiction de suspendre les animaux ne s'applique pas à l'abattage des volailles et des lapins à condition que la suspension précède immédiatement l'étourdissement.

#### Article 15

Les opérations d'abattage autres que celles visées au paragraphe 2 de l'article 1 ne peuvent être commencées qu'après la mort de l'animal.

#### Article 16

1. Les procédés d'étourdissement autorisés par les Parties Contractantes doivent plonger l'animal dans un état d'inconscience où il est maintenu jusqu'à l'abattage, lui épargnant en tout état de cause toute souffrance évitable.

2. L'utilisation de la puntilla, de la masse et du merlin est interdite.
3. Pour les solipèdes, ruminants et porcins, les seuls procédés d'étourdissement autorisés sont les suivants :
  - moyens mécaniques par utilisation d'un instrument avec percussion ou perforation au niveau du cerveau ;
  - électronarcose ;
  - anesthésie au gaz.
4. Chaque Partie Contractante peut autoriser des dérogations aux dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article en cas d'abattage d'un animal par l'exploitant pour sa propre consommation à l'endroit où l'animal se trouve.

#### Article 17

1. Chaque Partie Contractante peut autoriser des dérogations aux dispositions relatives à l'étourdissement préalable dans les cas suivants :
  - abattages selon des rites religieux ;
  - abattages d'extrême urgence lorsque l'étourdissement n'est pas possible ;
  - abattages de volailles et de lapins selon des procédés agréés provoquant une mort instantanée des animaux ;
  - mise à mort d'animaux pour des raisons de police sanitaire, si des raisons particulières l'exigent.
2. Toute Partie Contractante qui fera usage des dérogations prévues au paragraphe 1 du présent article devra toutefois veiller à ce que lors de tels abattages ou mises à mort, toute douleur ou souffrance évitable soit épargnée aux animaux.

#### Article 18

1. Chaque Partie Contractante s'assure de l'aptitude des personnes procédant professionnellement à l'immobilisation, à l'étourdissement et à l'abattage des animaux.
2. Chaque Partie Contractante veille à ce que les instruments, appareils ou installations nécessaires à l'immobilisation des animaux et à leur étourdissement répondent aux exigences de la Convention.

#### Article 19

Chaque Partie Contractante qui autorise les abattages selon des rites religieux doit s'assurer de l'habilitation des sacrificateurs par des organismes religieux dans la mesure où elle ne délivre pas elle-même les autorisations nécessaires.

### CHAPITRE IV

#### *Dispositions finales*

#### Article 20

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'à celle de la Communauté Economique Européenne. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.



2. La présente Convention entrera en vigueur six mois après la date du dépôt du quatrième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation d'un Etat membre du Conseil de l'Europe.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de toute Partie signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera après la date visée au paragraphe 2 du présent article, six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

#### Article 21

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter, selon les modalités qu'il jugera opportunes, tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet six mois après la date de son dépôt.

#### Article 22

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

#### Article 23

1. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

#### Article 24

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à toute Partie Contractante non membre du Conseil :

- a. toute signature ;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 20 et 21 ;
- d. toute déclaration reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 22 ;
- e. toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 22 ;
- f. toute notification reçue en application des dispositions de l'article 23 et de la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, this day of May 1979, in English and in French, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each of the signatory and acceding Parties.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le mai 1979, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacune des Parties signataires et adhérentes.

**ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΗΣ**  
**ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΗ**  
**ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑ ΤΩΝ ΠΡΟΣ ΣΦΑΓΗ ΖΩΩΝ**

Τὰ Κράτη μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ποὺ ὑπογράφουν τὴ Σύμβαση αὐτῇ, θεωρώντας ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸ νὰ ἐξασφαλιστεῖ ἡ προστασία τῶν ζώων ποὺ προορίζονται γιὰ σφαγὴ.

Θεωρώντας ὅτι οἱ μέθοδοι σφαγῆς, ποὺ ἀπαλλάσσουν τὰ ζῶα ἀπὸ τὶς ταλαιπωρίες καὶ τοὺς πόνους, κατὰ τὸ μέτρο τοῦ δυνατοῦ, πρέπει νὰ ἔχουν ὁμοιόμορφη ἐφαρμογὴ στὶς χῶρες τους.

Θεωρώντας ὅτι ὁ φόβος, ἡ ἀγωνία, οἱ πόνοι καὶ οἱ ταλαιπωρίες ἐνὸς ζώου κατὰ τὴ σφαγὴ κινδυνεύουν νὰ ἐπηρεάσουν τὴν ποιότητα τοῦ κρέατος, συμφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

### ΚΕΦΑΛΑΙΟ I.

#### Γενικὲς Ἀρχαί.

##### Ἄρθρο 1.

1. Ἡ Σύμβαση αὐτὴ ἐφαρμόζεται στὴ διακίνηση, στὴ στέγαση, στὴν ἀκίνητοποίηση, στὴν ἀναισθητοποίηση καὶ στὴ σφαγὴ τῶν κατοικίδιων ζώων ποὺ ἀνήκουν στὰ ἀκόλουθα εἴδη :

Μόνοπλά, μηρυκαστικά, χοιροειδῆ, κουνέλια καὶ πουλερικά.

2. Κατὰ τὴν ἐννοία τῆς Σύμβασης αὐτῆς ἐννοοῦμε μὲ τοὺς ὅρους :

**Σφαγεῖο :** Κάθε ἱδρυμα ἢ ἐγκατάσταση ὑπὸ ὑγειονομικὸ ἐλεγχό, ποὺ ἐπινοήθηκε γιὰ τὴν πραγματοποίηση ἐπαγγελματικῶν δραστηριοτήτων σφαγῆς ζώων, μὲ σκοπὸ τὴν ἀπόκτηση τροφίμων ποὺ προορίζονται γιὰ τὴ δημόσια κατανάλωση, ἢ γιὰ τὴ θανάτωση ζώων γιὰ κάθε ἄλλο λόγο.

**Διακίνηση :** Ἡ ἐκφόρτωση ἢ ἡ ὁδήγησις ἐνὸς ζώου ἀπὸ τὶς ἀποβάθρες ἐκφόρτωσης ἢ ἀπὸ τοὺς χώρους σταυλισμοῦ ἢ ἀπὸ τοὺς περιβόλους τῶν σφαγείων μέχρι τοὺς χώρους ἢ τὶς θέσεις σφαγῆς.

**Διανομή :** Ἡ κράτησις ἐνὸς ζώου μὲ σκοπὸ τὴν παροχὴ σ' αὐτὸ τῶν ἀπαραίτητων φροντίδων πρὶν ἀπὸ τὴ σφαγὴ του (πότισμα, τροφή, ἀνάπαυση) στοὺς χώρους σταυλισμοῦ, τοὺς περιβόλους ἢ τοὺς σκεπαστοὺς χώρους τοῦ σφαγείου.

**Ἀκίνητοποίηση :** Ἡ ἐφαρμογὴ σὲ ἓνα ζῶο κάθε μεθόδου ἢ ὁποία εἶναι σύμφωνη μὲ τὶς διατάξεις τῆς Σύμβασης αὐτῆς ὥστε νὰ περιοριστοῦν οἱ κινήσεις του γιὰ τὴ διευκόλυνση τῆς ἀναισθητοποίησης ἢ τῆς σφαγῆς.

**Ἀναισθητοποίηση :** Κάθε μέθοδος, σύμφωνη μὲ τὶς διατάξεις τῆς Σύμβασης αὐτῆς, ἢ ὁποία, ὅταν ἐφαρμόζεται σ' ἓνα ζῶο, τὸ βυθίζει σὲ κατάστασις ἀναισθησίας ὅπου διατηρεῖται ἕως ὅτου ἐπέλθῃ ὁ θάνατος. Κατὰ τὴν ἀναισθητοποίηση πρέπει πάντως νὰ ἀποκλειστεῖ κάθε ταλαιπωρία ἀπὸ τὴν ὁποία μποροῦν νὰ ἀπαλλαγοῦν τὰ ζῶα.

**Σφαγὴ :** Ἡ πράξις τῆς θανάτωσης ζώου, μετὰ ἀπὸ ἀκίνητοποίηση, ἀναισθητοποίηση καὶ ἀφαίμαξη, ἐκτὸς τῶν ἐξαιρέσεων ποὺ προβλέπονται στὸ Κεφάλαιο III τῆς Σύμβασης αὐτῆς.

##### Ἄρθρο 2.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος παίρνει τὰ κατάλληλα μέτρα ὥστε νὰ ἐξασφαλίζει τὴν πραγματικὴ ἐφαρμογὴ τῶν διατάξεων τῆς Σύμβασης αὐτῆς.

2. Καμία διάταξις τῆς Σύμβασης αὐτῆς δὲν θὰ προσβάλλει τὴ δυνατότητα τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν νὰ υιοθετοῦν πρὸς αὐστηροὺς κανόνες ποὺ ἔχουν στόχο τὴν προστασία τῶν ζώων.

3. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος φροντίζει ὥστε ἡ σύλληψη, ἡ κατασκευὴ καὶ ἡ διαμόρφωσις τῶν σφαγείων, καθὼς καὶ ἡ λειτουργία τους νὰ ἐξασφαλίζουν τὶς κατάλληλες προϋποθέσεις οἱ ὁποῖες προβλέπονται ἀπὸ τὴ Σύμβαση αὐτῇ, πρὸς ἀποφυγὴ, κατὰ τὸ μέτρο τοῦ δυνατοῦ, πρόκλησης διεγέρσεων, πόνων ἢ ταλαιπωριῶν στὰ ζῶα.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος φροντίζει ὥστε νὰ ἀπαλλάξει τὰ ζῶα, ποὺ θανατώνονται στὰ σφαγεῖα ἢ ἔξω ἀπὸ αὐτά, ἀπὸ κάθε πόνο ἢ ταλαιπωρία ποὺ μπορεῖ νὰ ἀποφευχθεῖ.

### ΚΕΦΑΛΑΙΟ II.

Παράδοση τῶν ζώων στὰ σφαγεῖα καὶ διανομὴ αὐτῶν μέχρι τὴ σφαγὴ τους.

##### Ἄρθρο 3.

1. Τὰ ζῶα πρέπει νὰ ἐκφορτωθοῦν ὅσο τὸ δυνατό νωρίτερα. Κατὰ τὴ διάρκεια τῆς ἀναμονῆς στὰ μεταφορικὰ μέσα, πρέπει νὰ προφυλάσσονται ἀπὸ ἀκραίως κλιματολογικὰς ἐπιδράσεις καὶ νὰ ἔχουν κατάλληλο ἀερισμό.

2. Τὸ προσωπικὸ ποὺ εἶναι ἐντεταλμένο μὲ τὴ διακίνηση καὶ διανομὴ τῶν ζώων πρέπει νὰ ἔχει τὶς ἀπαιτούμενες γνώσεις καὶ ἱκανότητες καὶ νὰ σέβεται τὶς ἀπαιτήσεις ποὺ ἀναφέρονται στὴ Σύμβαση αὐτῇ.

##### Τμῆμα I.

Διακίνηση τῶν ζώων μέσα στὸν περίβολο τῶν σφαγείων.

##### Ἄρθρο 4.

1. Τὰ ζῶα πρέπει νὰ ἐκφορτώνονται καὶ νὰ διακινοῦνται μὲ προσοχή.

2. Πρέπει νὰ χρησιμοποιεῖται γιὰ τὴν ἐκφόρτωση τῶν ζώων κατάλληλος ἐξοπλισμός, ὅπως γέφυρες, καταβαθμοὶ ἢ πεζογέφυρες. Ὁ ἐξοπλισμός αὐτὸς πρέπει νὰ εἶναι ἐφοδιασμένος μὲ δάπεδο ποὺ νὰ μὴ γλυστᾷ καὶ, ἐφόσον χρειάζεται, μὲ πλευρικὴ προστασία. Οἱ γέφυρες, καταβαθμοὶ καὶ πεζογέφυρες πρέπει νὰ ἔχουν ὅσο τὸ δυνατό μικρότερη κλίση.

3. Τὰ ζῶα δὲν πρέπει οὔτε νὰ ἐκφοβίζονται οὔτε νὰ διεγείρονται. Σὲ κάθε περίπτωσις πρέπει νὰ λαμβάνεται μέριμνα τὰ ζῶα νὰ μὴν ἀνατρέπονται καὶ νὰ μὴν μποροῦν νὰ πέσουν ἀπὸ τὶς γέφυρες, τοὺς καταβαθμούς καὶ τὶς πεζογέφυρες. Ἀπαγορεύεται εἰδικά νὰ ἀνασηκώνονται τὰ ζῶα ἀπὸ τὸ κεφάλι, ἀπὸ τὰ πόδια ἢ ἀπὸ τὴν οὐρὰ μὲ τρόπο ποὺ νὰ τοὺς προκαλεῖ πόνους ἢ ταλαιπωρίες.

4. Ἐὰν ὑπάρχει ἀνάγκη, τὰ ζῶα πρέπει νὰ ὁδηγοῦνται μεμονωμένα· ἐὰν μετακινοῦνται μέσω διαδρόμων, αὐτοὶ πρέπει νὰ εἶναι ἔτσι διαμορφωμένοι ποὺ τὰ ζῶα νὰ μὴν μποροῦν νὰ τραυματισθοῦν.

## Άρθρο 5.

1. Τα ζώα πρέπει να μετακινούνται, κάνοντας χρήση της άγελαιας φύσης των. Τα όργανα, που προορίζονται για να κατευθύνονται τα ζώα, δεν πρέπει να χρησιμοποιούνται παρά μόνο για το σκοπό αυτόν και μόνο για λίγο χρόνο. Απαγορεύεται ειδικά να χτυπά κανείς τα ζώα σε μέρη του σώματος ιδιαίτερα ευαίσθητα ή να τα σπρώχνει αγγίζοντας τα μέρη αυτά. Οι συσκευές με ηλεκτρική εκκένωση δεν μπορούν να χρησιμοποιηθούν παρά μόνο για τα βοοειδή και τους χοίρους, με τον όρο οι εκκενώσεις να μη διαρκούν πάνω από δύο δευτερόλεπτα, να μεσολαβεί αρκετό χρονικό διάστημα μεταξύ τους και τα ζώα να διαθέτουν τον απαραίτητο χώρο για να μετακινηθούν. Οι εκκενώσεις δεν πρέπει να γίνονται παρά μόνο στους κατάλληλους μύς.

2. Απαγορεύεται να συνθλίβουν, να τρίβουν ή να σπάζουν την ούρα των ζώων ή να τα πιάνουν από τα μάτια. Τα βίαια χτυπήματα, ιδιαίτερα οι κλωτσιές, απαγορεύονται.

3. Τα κλουβιά, τα καλάθια ή τα κιβώτια μέσα στα οποία μεταφέρονται τα ζώα πρέπει να χειρίζονται με προσοχή, απαγορεύεται να πετιούνται κατά γής ή να αναποδογυρίζονται.

4. Τα ζώα που παραδίδονται σε κλουβιά, καλάθια ή κιβώτια, με διάτρητη ή εύκαμπτη βάση, πρέπει να εκφορτώνονται με ιδιαίτερη επιμέλεια ώστε να αποφεύγεται ο τραυματισμός των άκρων των ζώων. Σε αντίθετη περίπτωση, τα ζώα πρέπει να εκφορτώνονται μεμονωμένα.

## Άρθρο 6.

1. Τα ζώα δεν πρέπει να κατευθύνονται προς τους τόπους σφαγής παρά μόνο εάν πρόκειται να σφαγούν άμέσως.

2. Εάν τα ζώα δεν σφαγούν άμέσως κατά την άφιξή τους, πρέπει να στεγασθούν.

## Τμήμα II.

## Στέγαση των ζώων.

## Άρθρο 7.

1. Τα ζώα πρέπει να προστατεύονται από τις δυσμενείς μετεωρολογικές και κλιματολογικές συνθήκες. Τα σφαγεία πρέπει να διαθέτουν επαρκείς εγκαταστάσεις για τον σταυλισμό ή αύλισμό των ζώων, οι οποίες να προστατεύονται από την κακοκαιρία.

2. Το δάπεδο των χώρων εκφόρτωσης, διέλευσης, στάθμευσης ή στέγασης των ζώων δεν πρέπει να γλιστρά. Πρέπει να μπορεί να καθαρίζεται και να απολυμαίνεται και να επιτρέπεται την ολοκληρωτική έκρηξη των υγρών.

3. Τα σφαγεία πρέπει να έχουν σκεπαστούς χώρους που να διαθέτουν μηχανικά συστήματα πρόσδεσης με σκαφίδια για το πότισμα και για την τροφή των ζώων.

4. Εάν ζώα είναι υποχρεωμένα να διανυκτερεύσουν στο σφαγείο, πρέπει να στεγασθούν και, εάν υπάρχει ανάγκη, να προσδεθούν, τότε τούτο γίνεται κατά τρόπο που να τους εξασφαλίζει τη δυνατότητα να ξεπλώσουν.

5. Τα ζώα τα οποία από τη φύση τους έχθρεύονται μεταξύ τους λόγω του είδους, του φύλου, της ηλικίας ή της καταγωγής τους πρέπει να χωρίζονται.

6. Εάν τα ζώα έχουν μεταφερθεί σε κλουβιά, καλάθια ή κιβώτια πρέπει να σφαγούν το συντομότερο δυνατό, εάν όχι, πρέπει να τους παρασχεθεί νερό και τροφή, σύμφωνα με τις διατάξεις του άρθρου 8.

7. Εάν τα ζώα έχουν εκτεθεί σε ψηλές θερμοκρασίες με υγρό καιρό, πρέπει να ληφθεί πρόνοια ώστε να δροσιστούν.

8. Όταν οι κλιματολογικές συνθήκες το απαιτούν (παραδείγματος χάρι μεγάλη υγρασία, χαμηλές θερμοκρασίες), τα ζώα πρέπει να σταυλισθούν. Οι σταύλοι πρέπει να αερίζονται. Κατά τη διάρκεια της παροχής τροφής, οι σταύλοι πρέπει να είναι αρκετά φωτισμένοι.

## Τμήμα III.

## Φροντίδες προς τα ζώα.

## Άρθρο 8.

1. Πρέπει να υπάρχει νερό στη διάθεση των ζώων, εκτός κι αν αυτά οδηγηθούν το συντομότερο δυνατό στους χώρους σφαγής.

2. Τα ζώα πρέπει να ταΐζονται και ποτίζονται με μέτρο σε κατάλληλα διαστήματα, εκτός από αυτά τα όποια θα σφαγούν μέσα σε δώδεκα ώρες μετά την άφιξή τους.

3. Εάν τα ζώα δεν είναι δεμένα, πρέπει να διαθέτουν φάτνες που να τους επιτρέπουν να τραφούν ανενόχλητα.

## Άρθρο 9.

1. Η κατάσταση και η υγεία των ζώων πρέπει να επιθεωρείται το λιγότερο κάθε πρωί και κάθε βράδυ.

2. Τα ζώα που είναι άρρωστα, εξασθενημένα ή τραυματισμένα, πρέπει να σφάζονται άμέσως. Εάν η άμεση σφαγή δεν είναι δυνατή, τα ζώα πρέπει να χωρίζονται μέχρι να σφαγούν.

## Τμήμα IV.

## Άλλες διατάξεις.

## Άρθρο 10.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να επιτρέψει εξαιρέσεις στις διατάξεις του Κεφαλαίου II της Σύμβασης αυτής εσον αφορά τους τάρανδους.

## Άρθρο 11.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να προβλέψει ότι οι διατάξεις του Κεφαλαίου II της Σύμβασης αυτής εφαρμόζονται κάνοντας τις αναγκαίες μεταβολές (MUTATIS MUTANDIS) στην παράδοση και στη στέγαση των ζώων εκτός των σφαγείων.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟ III.

## Σφαγή των ζώων.

## Άρθρο 12.

Τα ζώα πρέπει να άκνητοποιηθούν άμέσως πριν από τη σφαγή τους εάν αυτό αποδειχθεί αναγκαίο και εκτός από τις εξαιρέσεις που προβλέπονται στο άρθρο 17 να άναισθητοποιηθούν με τις κατάλληλες μεθόδους.

## Άρθρο 13.

Στην περίπτωση τελετουργικής σφαγής, είναι υποχρεωτική ή άκνητοποίηση των ζώων που άνήκουν στο είδος των βοοειδών πριν από τη σφαγή με μηχανική μέθοδο που σκοπό έχει να άπαλλάξει τα ζώα από κάθε πόνο, ταλαιπωρία ή διέγερση, καθώς και από κάθε πληγή ή μωλωπισμό.

## Άρθρο 14.

Απαγορεύεται η χρησιμοποίηση μέσων συγκράτησης που προκαλούν ταλαιπωρίες οι οποίες μπορούν να άποφευχθούν, άπαγορεύεται να δένονται τα πίσω πόδια των ζώων, ή να κρεμούν τα ζώα πριν την άναισθητοποίηση και, στην περίπτωση τελετουργικής σφαγής, πριν τελειώσει η άφαιμαξη. Πάντως, η άπαγόρευση να κρεμούν τα ζώα ζεν εφαρμόζεται στη σφαγή των πουλερικών και των κουνελιών, με τον όρον όμως το κρέμασμα να προηγείται άμεσα από την άναισθητοποίηση.

## Άρθρο 15.

Οι άπιχειρήσεις σφαγής εκτός αυτών που άναφέρονται στην παράγραφο 2 του άρθρου 1 δεν μπορούν ν' άρχίζονται παρά μόνο μετά το θάνατο του ζώου.

## Άρθρο 16.

1. Οι μέθοδοι άναισθητοποίησης που άπιτρέπονται από τα

Συμβαλλόμενα Μέρη πρέπει να βυθίζουν το ζώο σε μία κατάσταση αναισθησίας, όπου διατηρείται έως τη σφαγή, απαλλάσσοντας αυτό σε κάθε περίπτωση από κάθε ταλαιπωρία ή όποια μπορεί ν' αποφευχθεί.

2. Απαγορεύεται η χρησιμοποίηση PUNTILLA, σφύρας, και τσεκουριού.

3. Για τα μόνοπλα, τα μηρυκαστικά και χοίρους, οι μόνες μέθοδοι αναισθητοποίησης που επιτρέπονται είναι οι εξής :

— Μηχανικά μέσα με χρησιμοποίηση οργάνου που επιφέρει χτύπημα ή διάτρηση του έγκεφάλου.

— Ηλεκτρονάρκωση.

— Αναισθησία με άεριο.

4. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να επιτρέψει εξαιρέσεις στις διατάξεις των παραγρ. 2 και 3 του άρθρου αυτού, σε περίπτωση σφαγής ζώου από τον παραγωγό, για την προσωπική του κατανάλωση, στον τόπο όπου βρίσκεται το ζώο.

#### Άρθρο 17.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μπορεί να παραχωρήσει εξαιρέσεις στις διατάξεις τις σχετικές με την προηγούμενη αναισθητοποίηση, στις ακόλουθες περιπτώσεις :

— Σφαγές σύμφωνα με θρησκευτικούς θεσμούς.

— Σφαγές έκτακτης ανάγκης, όταν η αναισθητοποίηση δεν είναι δυνατή.

— Σφαγές πουλερικών και κουνελιών σύμφωνα με έγκυρως μεθόδους που επιφέρουν τον άκαριαίο θάνατο των ζώων.

— Θανάτωση ζώων κατά τη λήψη υγειονομικών μέτρων, εάν το απαιτούν ειδικοί λόγοι.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που θα χρησιμοποιήσει τις εξαιρέσεις που προβλέπονται στην παρ. 1 του άρθρου αυτού θα πρέπει σε κάθε περίπτωση να φροντίσει ώστε κατά τις σφαγές ή τις θανατώσεις αυτές, να αποφεύγεται στά ζώα κάθε πόνος ή ταλαιπωρία που δεν είναι απαραίτητες.

#### Άρθρο 18.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος βεβαιώνεται για την ικανότητα των ατόμων που προβαίνουν επαγγελματικά στην άκινητοποίηση, στην αναισθητοποίηση και στη σφαγή των ζώων.

2. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος φροντίζει ώστε τα όργανα, συσκευές, ή εγκαταστάσεις που είναι απαραίτητα για την άκινητοποίηση των ζώων ή την αναισθητοποίησή τους να ανταποκρίνονται στις απαιτήσεις της Σύμβασης.

#### Άρθρο 19.

Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος που επιτρέπει τις σφαγές σύμφωνα με θρησκευτικούς θεσμούς, πρέπει να βεβαιωθεί ότι οι θύτες σφαγής έχουν κριθεί ικανοί για το έργο αυτό από τους θρησκευτικούς οργανισμούς, εφόσον δεν παραχωρεί το ίδιο τις απαραίτητες άδειες.

### ΚΕΦΑΛΑΙΟ IV.

#### Τελικές Διατάξεις.

#### Άρθρο 20.

1. Η Σύμβαση αυτή είναι άνοικτη για υπογραφή από τα Κράτη μέλη του Συμβουλίου της Εύρώπης καθώς και τα Κράτη μέλη της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας. Η Σύμβαση θα επικυρωθεί, θα γίνει αποδεκτή ή θα έγκριθεί. Τα έγγραφα επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης θα κατατεθούν στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Εύρώπης.

2. Η Σύμβαση αυτή θα τεθεί σε ισχύ έξι μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης του τέταρτου εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης ενός Κράτους μέλους του Συμβουλίου της Εύρώπης.

3. Η Σύμβαση θα τεθεί σε ισχύ απέναντι κάθε μέρους που υπογράφει, το οποίο θα την επικυρώσει, αποδεχθεί ή εγκρίνει μετά την ημερομηνία που αναφέρεται στην παρ. 2 του άρθρου αυτού, έξι μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής ή έγκρισης.

#### Άρθρο 21.

1. Μετά την έναρξη ισχύος της Σύμβασης αυτής το Συμβούλιο των Υπουργών του Συμβουλίου της Εύρώπης θα μπορεί να καλέσει, με τις προϋποθέσεις και τους όρους που θα κρίνει κατάλληλους, κάθε Κράτος μη μέλος του Συμβουλίου της Εύρώπης να προσχωρήσει στη Σύμβαση αυτή.

2. Η προσχώρηση θα πραγματοποιηθεί με την κατάθεση, στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Εύρώπης, εγγράφου προσχώρησης που θα αρχίσει να ισχύει έξι μήνες μετά την ημερομηνία κατάθεσής του.

#### Άρθρο 22.

1. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά την υπογραφή ή κατά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης να υποδείξει το ή τα έδαφη όπου θα εφαρμοστεί η Σύμβαση αυτή.

2. Κάθε Κράτος μπορεί, κατά την κατάθεση του εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης, ή οποιαδήποτε στιγμή αργότερα, να επεκτείνει την εφαρμογή της Σύμβασης αυτής με δήλωση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Εύρώπης, σε κάθε άλλη έδαφική έκταση ή όποια υποδεικνύεται στη δήλωση και της οποίας εξασφαλίζει τις διεθνείς σχέσεις ή για την όποια είναι αρμόδιο να αναλαμβάνει υποχρεώσεις.

3. Κάθε δήλωση, που γίνεται με βάση την προηγούμενη παράγραφο, μπορεί να ανακληθεί, όσον αφορά κάθε έδαφική έκταση που αναφέρεται στη δήλωση αυτή, με κοινοποίηση που απευθύνεται στο Γενικό Γραμματέα. Η ανάκληση θα ισχύσει έξι μήνες μετά την ημερομηνία λήψης της κοινοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

#### Άρθρο 23.

1. Κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος θα μπορεί, όσο το αφορά, να καταγγείλει τη Σύμβαση αυτή απευθύνοντας κοινοποίηση στο Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Εύρώπης.

2. Η καταγγελία της Σύμβασης θα ισχύσει έξι μήνες μετά την ημερομηνία λήψης της κοινοποίησης από το Γενικό Γραμματέα.

#### Άρθρο 24.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Εύρώπης θα κοινοποιήσει στα Κράτη μέλη του Συμβουλίου και σε κάθε Συμβαλλόμενο Μέρος μη μέλος του Συμβουλίου:

α) Κάθε υπογραφή.

β) Την κατάθεση κάθε εγγράφου επικύρωσης, αποδοχής, έγκρισης ή προσχώρησης.

γ) Κάθε ημερομηνία θέσης σε ισχύ της Σύμβασης αυτής, σύμφωνα με τα άρθρα 20 και 21 αυτής.

δ) Κάθε δήλωση που έχει ληφθεί σε εφαρμογή των διατάξεων της παραγρ. 2 του άρθρου 22.

ε) Κάθε κοινοποίηση που έχει ληφθεί σε εφαρμογή των διατάξεων της παραγράφου 3 του άρθρου 22.

ζ) Κάθε κοινοποίηση που έχει ληφθεί σε εφαρμογή των διατάξεων του άρθρου 23 και της ημερομηνίας ισχύος της καταγγελίας της Σύμβασης.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι υπογεγραμμένοι, όπως πρέπει εξουσιοδοτημένοι προς το σκοπό αυτό, υπογράψαν την Σύμβαση αυτή.

Έγινε στο Στρασβούργο, την 10 Μαΐου 1979, στα Γαλλικά και στα Αγγλικά. Τα δύο κείμενα έχουν την ίδια ισχύ. Έγινε σε ένα αντίτυπο που θα κατατεθεί στα αρχεία του Συμβουλίου της Εύρώπης.

Ο Γενικός Γραμματέας του Συμβουλίου της Εύρώπης θα διαβιβάσει άκριβες αντίγραφα σε κάθε ένα από τα Μέρη που έχουν υπογράψει και προσχωρήσει.

Για την αντιγραφή

Ο Προϊστάμενος του

Τμήματος Νομοπαρασκευαστικού

N. ΠΑΠΑΓΕΩΡΓΙΟΥ

Για τη μετάφραση

I. ΚΑΡΑΒΑΛΑΚΗΣ

## Άρθρο δεύτερο.

Με αποφάσεις του Υπουργού Γεωργίας, που δημοσιεύονται στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως, δρίζονται τα απαιτήματα συμπληρωματικά μέτρα και οι λεπτομέρειες για την εφαρμογή των Συμβάσεων που κυρώνονται με το νόμο αυτόν καθώς και της Σύμβασης που κυρώθηκε με το Ν. 586/77 «περί κυρώσεως της Ευρωπαϊκής Συμβάσεως προστασίας των ζώων κατά την διάρκεια διεθνούς μεταφοράς αυτών».

## Άρθρο τρίτο.

Οι ποινές της παρ. 2 του άρθρου 8 του Ν. 1197/81 «περί προστασίας των ζώων» επιβάλλονται και για παραβάσεις κάθε επιτακτικής ή απαγορευτικής διάταξης του νόμου αυτού και των αποφάσεων που εκδίδονται σε εκτέλεσή του.

## Άρθρο τέταρτο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει έξι μήνες μετά τη δημοσίευσή του στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλομεν να δημοσιευθή στην Έφημερίδα της Κυβερνήσεως το κείμενο του παρόντος και να εκτελεσθή ως νόμος του Κράτους.

Αθήνα, 25 Μαΐου 1984

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ**

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ

**ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

**Ν. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ**

ΓΕΩΡΓΙΑΣ

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΗΜΙΤΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 28 Μαΐου 1984

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**Ν. ΠΑΠΑΝΤΩΝΙΟΥ**



